



# ENSEMBLE!

MOUVEMENT POUR UNE ALTERNATIVE  
DE GAUCHE, ECOLOGISTE ET SOLIDAIRE

## L'Édito Pauvres riches !

**2 milliards d'euros.** C'est ce que rapporterait la très modeste taxe exceptionnelle sur les revenus supérieurs à 500 000 € que le gouvernement Barnier a proposé pour le budget 2025. Son annonce a provoqué des protestations de la toute petite minorité de contribuables concernés et de leurs habituels relais politiques et médiatiques : La taxation pousserait les riches à l'exil fiscal ; elle découragerait les investissements étrangers soit-disant " nécessaires " à la réindustrialisation ; les taux des emprunts deviendraient insoutenables sur les marchés financiers...

Quelle indécence ! **En 15 ans la richesse des 500 plus grande fortunes françaises a été multipliée par 6 pour atteindre 1200 milliards d'euros !** Taxer ce surplus d'enrichissement à 10 %, comme le propose l'économiste Thomas Piketty – qui est loin d'être un ultra-gauchiste – rapporterait 100 milliards d'€. De quoi largement équilibrer le budget et commencer à restaurer les services publics pour répondre aux besoins de la population.

En Commission des Finances, les député-es du NFP ont fait sauter le caractère temporaire (3 ans) de la taxation des plus hauts revenus. Ils ont contribué à faire adopter des mesures contre l'optimisation fiscale. C'est un début, mais rien ne dit que ce sera voté par l'Assemblée Nationale. L'action institutionnelle ne suffira pas à rompre les politiques austéritaires s'il n'y a pas une mobilisation sociale et citoyenne pour imposer de prendre l'argent là où il est vraiment.

## Une histoire qui se répète, le Liban une nouvelle fois martyrisé !

**A**près Gaza, le Liban !

**Liban créé** en 1920 (« Grand Liban »), à la demande des chrétiens maronites, dans le cadre du mandat obtenu sur la Syrie, par la France. Mais **Liban libéré** de la tutelle de l'impérialisme français grâce à un vaste mouvement populaire qui contraignit la France libre à accorder l'indépendance (novembre 1943).

**Liban incarné** par une république à la fois présidentielle (un Président chrétien) et parlementaire (un 1<sup>er</sup> ministre est sunnite et un Président de l'Assemblée est chiite). Prééminence chrétienne mais affirmation de l'arabité du pays. **Mais Liban fragilisé** par un équilibre ténu entre les communautés religieuses constitutives de l'équilibre politique (17 communautés, des « quasi-nations ») et les rivalités de clans constitués autour de notables.

**Liban naguère envié** car ayant connu entre l'indépendance et la guerre civile (1943-1975) une période de prospérité concernant surtout les services bancaires (la « Suisse du Moyen-Orient »). Mais **Liban aujourd'hui terrassé** par une crise économique sans précédent. Une crise d'autant plus ressentie du fait des dégâts causés par l'explosion au port de Beyrouth (2020).

**Liban miné** par des élites corrompues ne visant que leurs propres intérêts à travers le pouvoir et les avantages qu'il procure. Et **Liban caractérisé** enfin par des inégalités sociales abyssales.

**Liban impliqué** dans le conflit israélo-palestinien, car arabe, mais **déstabilisé** un temps par la présence des milliers de réfugiés palestiniens. Et accueillant aujourd'hui 1,5 million de réfugiés syriens et, aujourd'hui, du fait d'Israël, autant de déplacés intérieurs. Et **Liban ébranlé** par une terrible guerre civile (1975-1990) qui vit s'affronter les différentes communautés, Palesti-



niennes comprises, celles-ci ayant été expulsées en 1948-49 par Israël.

**Liban agressé et même occupé** par Israël à plusieurs reprises (1978, 1982-1985 (occupation du Sud Liban), retrait en 2000, et nouvelle guerre en 2006. Et Liban directement **impliqué** par le massacre de Palestiniens dans les camps de réfugiés de Sabra et Chatila, perpétré par les Phalangistes avec la complicité des Israéliens (septembre 1982). **Liban occupé** de 1976 à 2005 par la Syrie d'Hafez el-Assad.

Et **Liban entraîné** par l'intermédiaire du Hezbollah **pro-iranien** dans « l'axe de la résistance » de l'Iran<sup>(1)</sup>.

**Liban martyrisé** enfin par une nouvelle guerre menée par Israël, une guerre qui prend de plus en plus, comme à Gaza, l'allure d'une guerre de destruction totale, assortie d'un appel à la guerre civile. Dans la perspective d'un remodelage de la région ? **Jusqu'où ira la folie meurtrière d'un État aux mains d'une faction suprématiste et néo-fasciste n'ayant, au mépris du droit et des institutions internationales, plus de limites ?**

(1) : L'« **Axe de la Résistance** » désigne l'alliance politique et militaire fondée en 2002 entre l'Iran, la Syrie, des milices armées pro-Iran (Jihad islamique palestinien, Hamas, Fatemiyoun, Hezbollah, Hachd al-Chaabi, Houthis) et pro-syriennes (PSNS, FPLP-CG, factions assadistes des différents partis baasistes) .

Le Hezbollah est un groupe paramilitaire chiite fondé au Liban en 1982, suite à la prise du pouvoir de Khomeiny en Iran en 1979. A l'origine ce mouvement eut pour vocation à résister à l'invasion du Liban Sud par Israël.

# USA : Trump démolisseur des droits démocratiques

La liberté de l'avortement, un cessez-le-feu en Palestine, le pouvoir d'achat : la lutte pour ces objectifs dépend désormais de la défaite du candidat républicain. Certes, même battu, son mouvement MAGA (*Make America Great Again*, Rendons à l'Amérique sa Grandeur) menacera les libertés citoyennes, mais les mouvements sociaux pourront encore se défendre dans un cadre légal connu.

Les sondages restent très incertains entre Kamala Harris et Donald Trump. Les forces progressistes américaines et les peuples du monde entier risquent une sorte de « pré-fascisme » aux Etats-Unis. Les atteintes aux droits déjà commises sont immenses : l'intimidation armée des électeurs de novembre 2020, suivie de la contestation des résultats, l'émeute insurrectionnelle téléguidée par Trump le 6 janvier 2021, la nomination de juges à la Cour Suprême qui ont abrogé le droit de choisir (décision Dobbs 2022) et donné une immunité judiciaire au président dans tous ses actes officiels (décision Trump 2024). Celles qui sont promises en cas de victoire, incluent de mobiliser l'armée et la garde nationale contre les protestations de la gauche, d'instaurer « un jour de violence » sans bornes par la police contre le crime, de poursuivre et d'emprisonner les « ennemis de l'intérieur », estimés « plus dangereux que la Chine et la Russie », tel que le représentant Adam Schiff qui a œuvré pour la destitution de Trump au Congrès, et de mettre en œuvre le « Projet 2025 » de la Fondation du Patrimoine qui vise à limiter le droit de vote des minorités et réduire les libertés syndicales. Des centaines de petites milices

locales pourraient transformer ses propos en actes, éventuellement avec l'appui « d'auxiliaires spéciaux » de police ou des shériffs, recrutés par des autorités locales conservatrices ou racistes, comme le chef du comté de Nassau (New York).

Quelques Américains pro-Palestiniens sont tentés de « punir Harris » pour la politique de Biden. Un maire du Michigan d'origine arabe, Amer Ghalib, a même apporté son soutien au candidat républicain. Mais la plupart hésitent à s'abstenir ou à voter pour la candidate verte Jill Stein, par ailleurs assez favorable aux propositions de Poutine sur l'Ukraine, de peur d'assurer une victoire du leader du MAGA.

Bien plus nombreux sont les électrices et les électeurs préoccupés par « l'économie », c'est-à-dire le prix des aliments, des loyers, des frais médicaux, l'offre d'emplois. Kamala Harris, accrochée à une entente avec quelques Républicains modérés comme Liz Cheney, se restreint sur ces questions. Les jeunes, les femmes, les Africains Américains, les Hispaniques, les syndiqués qui veulent défendre l'avortement, les minorités victimes des brutalités policières, les droits syndicaux, et les libertés démocratiques ont intérêt à se mobiliser dans les urnes, pour la défaite de Trump en votant Harris, et dans la rue, sans attendre un signal du Parti démocrate.

Voir [L'enregistrement de la vidéoconférence et du débat organisé par la commission internationale d'ENSEMBLE! , le jeudi 10 octobre 2024](#)

## Passé difficile pour le NFP ?

Depuis l'échec -programmé- de sa motion de censure et l'impossibilité de LFI de mener jusqu'au bout sa bataille pour la destitution de Macron, et quel que soit le bien-fondé de principe de telles démarches cependant enfermées dans un cadre institutionnel, le NFP connaît un passé difficile. Même s'il bataille au parlement et dans les commissions de celui-ci, serait-il frappé d'impuissance face aux politiques budgétaires de super-austérité programmées par la droite qui, sous haute surveillance des néo-fascistes, lui a volé sa victoire électorale ?

Est-ce n'est-il pas l'objet de pressions en interne, de la part de l'aile droite du PS d'une part, et de LFI d'autre part ?

La première pression, nouveauté par rapport à l'ex-NUPES, est exercée par l'aile droite du PS, cette fois-ci présente dans le NFP. Celle-ci menace ouvertement Olivier Faure, premier secrétaire co-artisan de l'ex-NUPES puis du NFP, de le débarquer au prochain congrès socialiste puis de quitter le NFP, sous prétexte que celui-ci serait sous hégémonie de LFI. Cette entreprise est certes hasardeuse : les nouvelles adhésions socialistes de ces derniers mois seront probablement favorables à la ligne pro-NFP au sein du PS. Mais cette entreprise n'est-elle pas dangereuse pour le NFP lui-même si cette aile droite venait à l'emporter au sein du PS ?

La seconde pression est plus difficile à déchiffrer : nul doute que Mélenchon vise la démission de Macron et l'anticipation du scrutin présidentiel. Mais qu'en disent les militant·es et les parlementaires de LFI ? Les aspirations de beaucoup d'entre-eux/elles à l'unité du NFP, comme celles des recrues récentes de LFI qui ont compensé les

départs des frondeurs/euses des élections législatives, seront-elles entendues ?

Ces questions sont aujourd'hui sans réponse. Et que penser de la volonté boutiquière, voire sectaire, de LFI d'annexer la candidature de Lucie Castets au scrutin législatif partiel en Isère, qui a abouti à son renoncement ?

Ces interrogations révèlent la fragilité du NFP et mettent à nu les difficultés, pour toutes celles et tous ceux qui espèrent encore en lui, à exercer la moindre prise sur les événements.

Ainsi, on mesure mieux les conséquences du manque d'organisation du NFP de la base au sommet, de l'absence dans la plupart des territoires d'assemblées citoyennes qui permettraient précisément de souder le NFP, de l'ancrer à la base et d'exercer la pression citoyenne, populaire et unitaire sans laquelle les manœuvres des uns et des autres pourraient concourir à paralyser et disloquer le NFP. La construction de ce dernier est fragile.

Ses atouts sont pourtant intacts : réussite dans le barrage et le vote antifasciste du second tour des élections législatives, espoirs soulevés, engagement inédit d'un grand nombre d'associations, de réseaux citoyens, de syndicats et de forces politiques -près d'une vingtaine au total : pas seulement les quatre plus gros partis- aux côtés du NFP. Une telle force ne disparaîtra pas du jour au lendemain. A condition de tout faire pour que le NFP ne s'enferme pas dans une logique institutionnelle, qu'il s'organise, et que partout se constituent des assemblées citoyennes!



ENSEMBLE! est un mouvement politique unitaire, pour une alternative au capitalisme et une écologie de rupture, pour le féminisme, l'antiracisme, l'internationalisme, l'altermondialisme et l'autogestion.

Pour nous contacter :

[contact@ensemble-mouvement.com](mailto:contact@ensemble-mouvement.com)



ENSEMBLEmouvnt



Mouvnt\_ENSEMBLE



mouvement\_ensemble

